

COLERE DES GENERAUX

Lorsque le Sommet de la Communauté Economique Européenne pressait, fin mars, les militaires turques de rester fidèles à leur calendrier de restauration de la démocratie et lorsqu'ils insistaient sur le fait qu'un retour à la démocratie "présuppose, en particulier, que soient relâchés ceux qui avaient été arrêtés pour leurs opinions et leurs activités syndicales, et qu'il soit mis fin à la Loi Martiale", *The Guardian* estimait que "la Junte militaire turque serait probablement irritée par le ton insistant du communiqué".

Le discours extraordinaire tenu par le Général Evren, le 4 avril 1982, à Bursa, donna tout son sens à cette estimation.

Le chef d'Etat militaire de Turquie accusa "ses amis européens" d'avoir été manipulés par "certaines personnes" qui, selon ses propos, essayaient de pousser l'Europe à employer comme arme celle de l'assistance économique. Il déclarait que "la souveraineté de la Turquie ne en aucun cas se laisser acheter" et que "si l'Europe se laissait influencer par 51 votes sur 434 sièges que comporte le Parlement Européen, il n'y avait qu'à la laisser faire et à expulser la Turquie. L'Europe portera l'entière responsabilité des conséquences d'un tel geste."

Cette colère à l'encontre des milieux européens est-elle l'expression d'une réaction sincère face à "l'ingérence étrangère dans les affaires de la Turquie"? Peut-elle être considérée comme le signe de l'attachement à la fierté nationale?

Eu égard aux concessions accordées par la junte militaire turque aux Etats-Unis pendant une période de 18 mois, il n'est pas possible de répondre positivement à ces questions. Ainsi que l'expliquait une autre étude (*Info-Türk, US Interests in Turkey*, Mars 1982), c'est la même junte militaire qui ratifia l'accord pour la réouverture des bases militaires américaines en Turquie en échange d'une assistance militaire et économique américaine est c'est aussi cette même junte militaire qui a permis que flottent des drapeaux américains dans les territoires turcs. Ces concessions ne semblent pas offenser les sentiments "nationalistes" du Général Evren, puisque Washington a apporté son soutien à toutes les mesures anti-démocratiques prises par la junte et n'a jamais demandé le rétablissement de la démocratie en Turquie. Quant aux pays européens, ils ont toujours insisté sur le fait que si les dirigeants turcs désiraient rester au sein de la famille européenne, ils devaient respecter les droits et libertés démocratiques telles qu'elles sont définies dans la Convention Européenne des Droits de l'Homme. En outre, le Général Evren pense que la junte militaire n'a plus besoin du crédit de \$ 600 million de la CEE, puisque les Etats-Unis ont augmenté leur "aide" militaire et économique à la Turquie, et que les pays socialistes voisins et les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient lui ont accordé des relations économiques et commerciales plus importantes. Plus particulièrement après leur visite de l'Iran, de l'Irak, du Koweït, de la Syrie et du Pakistan, les dirigeants turcs se sont mis dans l'idée qu'ils pourraient jouer un rôle déterminant dans ces régions et exploiter facilement les possibilités financières des pays producteurs de pétrole. Aussi décidèrent-ils qu'il était temps de mettre l'Europe au défi.

Afin de prouver qu'il n'était pas opposé au régime démocratique, le Général Evren affirmait: "Nous voulons rester au sein de l'Europe et nous savons que la première condition en est un régime démocratique. Nous ne nions pas que le régime actuel n'est en rien une démocratie. Cependant c'est un des régimes militaires les plus démocratiques et les plus doux que l'on ait jamais vu. Toutefois, c'est toujours un régime militaire, et il n'y a pas de doute qu'il le restera jusqu'à ce que la démocratie soit rétablie dans les termes que le calendrier s'est fixés."

Mais quand elle sera rétablie, quelle sorte de démocratie sera-ce?

La réponse, à nouveau, est contenue dans le discours du Général Evren: "La nouvelle constitution interdira le communisme, le fascisme et la théocratie religieuse. La Turquie n'a rien à faire d'un parti communiste!"

Il ne s'agit pas seulement du parti communiste, car le chef de la junte militaire a également déclaré qu'ils avaient l'intention d'interdire toute autre activité politique du dirigeant du mouvement social-démocrate turc.

Il attaqua ouvertement Mr. Ecevit, président de l'ancien Parti Républicain du Peuple (CHP);



"Si certaines personnes pensent devenir des héros en allant en prison, nous n'hésiterons pas à exaucer leurs désirs. Nous préférons qu'ils soient des héros en prison à ce qu'ils le deviennent en liberté. Ces anciens politiciens qui, ayant --semble-t-il-- oublié que leurs partis avaient été dissous (octobre dernier), berçaient l'illusion de diriger encore les mêmes partis mais sous des noms différents. Il est des rêves agréables, et c'est jolii de vivre avec des rêves. Mais je les préviens, pour la dernière fois, qu'il est temps qu'ils abandonnent pareils fantasmes. Ce pays a été capable de se libérer de leurs griffes et n'a pas l'intention de se laisser prendre à nouveau. J'affirme ici que s'ils ne tiennent pas compte de nos avertissements, nous n'hésiterons pas un seul instant à prendre les mesures les plus sévères à leur égard. Et s'ils comptent sur le soutien de certaines personnes ou de certaines institutions en Europe avec lesquelles ils entretiennent des amitiés personnelles, ils verront même tous leurs espoirs anéantis."

Même avant que le Général Evren ne prononce cette attaque verbale, la junte militaire avait déjà lancé une campagne de terreur et d'intimidation contre les dirigeants et parlementaires sociaux-démocrates:

Les mandats d'arrêt établis contre les membres dirigeants du Comité Turc pour la Paix, la fermeture de l'hébergement social-démocrate *Arayış* dont Eülenen Ecevit avait été le rédacteur en chef, l'interrogatoire auquel a été soumis Ecevit concernant ses déclarations à sa sortie de prison, et l'enquête dirigée contre 132 autres députés du parti d'Ecevit.

Le résultat immédiat de ces nouvelles mesures semble alimenter les spéculations quant à l'existence de différences au sein du "Conseil National de Sécurité" et quant au fait que les "foucons" tel le Général Nurettin Erşin, membre du CNS et Commandant de l'Armée de Terre, ont établi leur domination.

Mais le Général Evren a nié ces suppositions lors de son discours de Bursa. Il a souligné que les cinq membres du CNS étaient solidaires dans l'accomplissement de leur mission et qu'ils partageaient les mêmes idées.

Il n'en resta pas là et alla même jusqu'à prendre la défense de quelques ex-commandants de l'Armée tels que le Général Faik Türün qui s'était fait une réputation pour ses tendances fascistes et ses pratiques répressives lors d'une précédente période de régime militaire, entre 1971 et 1973.

Et pendant que le Général Evren intensifiait ses attaques contre les politiciens et les intellectuels démocrates, la grande majorité des dirigeants du parti fasciste, le CHP, étaient déjà remis en liberté, ne restant en prison que le Colonel Türkeş et ses 5 compagnons. Mais la requête de leur mise en liberté est aussi à l'agenda du Tribunal Militaire. Il n'est pas surprenant qu'ils soient libérés un de ces jours, car le Colonel Türkeş et ses compagnons ont déclaré devant le Tribunal Militaire qu'il était injuste qu'ils restent en prison alors que le pouvoir applique leurs propres idées.

Ce n'est pas seulement l'avis du colonel fasciste turc, mais également celui d'un colonel fasciste espagnol. Au cours de son procès, le 17 mars 1982, le Lt Colonel Antonio Tejero Molina qui avait pris d'assaut le Parlement Espagnol en tête de la Guardia Civil, l'année précédente, déclarait que leur tentative était à l'image du "Coup d'Etat turc" et qu'ils avaient projeté d'établir un gouvernement militaire semblable à celui établi en Turquie.

Le discours du Général Evren, à Bursa, justifiait le Colonel Türkeş et le Colonel Antonio Tejero Molina...

VIE POLITIQUE

CONSTITUTION SERA-T-ELLE PRÊTE EN 1982

Une enquête réalisée par le quotidien turc *Günes* parmi les membres de l'Assemblée Consultative révélait que la moitié d'entre eux croit que la nouvelle constitution sera achevée tandis que l'autre moitié pense qu'elle ne sera pas prête en novembre 1982.

Récemment, la Cour de Cassation, la Cour Suprême d'Administration Militaire et la Cour Constitutionnelle ont fait part de leurs points de vue relatifs à la nouvelle Constitution, à l'Assemblée Consultative. Toutes ces Cours Suprêmes, sous la pression de la junte militaire, ont déclaré que la nouvelle constitution devrait reconnaître de nouveaux pouvoirs au Chef de l'Etat, qu'elle devrait interdire la fondation de partis communiste ou religieux et établir un contrôle strict sur les activités des partis politiques.

D'autre part, aucun des anciens membres du Parlement n'a fait part de son opinion quant à la Constitution, à l'Assemblée Consultative, bien que le CNS leur ait permis de le faire, à l'exception des dirigeants de parti et des administrateurs haut placés.

REORGANISATION DE L'APPAREIL D'ETAT

Le processus de centralisation de l'appareil d'état, une des caractéristiques d'un régime répressif, a été accéléré suite aux nouveaux décrets du gouvernement qui réduisent le nombre de directeurs généraux de 200 à 64 et qui rebaptisent ceux-ci chefs de département.

Selon le quotidien *Cumhuriyet* du 9 mars 1982, l'appareil d'état est remodelé comme suit:

- Le Chef de l'Etat s'est déjà vu accorder de

nombreux pouvoirs extraordinaires (Voir: *Bulletin*, février 1982)

- Le nombre des ministres a été réduit et les ministres restants seront chargés d'assumer de nouvelles fonctions d'état.

- Le nombre du personnel de l'Etat sera réduit et ceux qui restent auront droit à de meilleures conditions de vie, ainsi la bureaucratie sera transformée en une couche sociale privilégiée.

Un autre changement: le Ministre des Transports, Necmi Özgür, a été remplacé par un membre de l'Assemblée Consultative, Mustafa Aysan. Ce dernier est considéré comme un des civils préférés par la junte.

TERREUR D'ETAT

NOUVELLES ACCUSATIONS CONTRE ECEVIT

Ecevit a été l'une des cibles principales de la junte militaire en mars 1982. Après sa remise en liberté, il fut traîné devant un tribunal civil avec une requête d'une peine de 30 mois d'emprisonnement. Il est accusé d'avoir insulté des représentants de l'Etat lors de l'enterrement du représentant du parti assassiné en 1980 dans la ville de Nevşehir.

Le président de l'ancien CHP fut interrogé par le procureur militaire, le 12 mars, en rapport avec les déclarations qu'il avait faites à *Der Spiegel* et à la télévision hollandaise à sa sortie de prison.

Le même jour, le gouvernement militaire a interdit à Ecevit de quitter le pays. Il avait été invité à donner des conférences par l'Université de Wakeforest en Caroline du Nord (USA).

ENQUETE SUR 133 DEPUTES

Le 15 mars, le procureur militaire d'Istanbul ouvrait une nouvelle enquête afin de déterminer les "liens idéologiques" entre la Confédération des Syndicats Progressistes (DISK) et le CHP. L'enquête a été élargie afin d'y inclure Mr. Ecevit et 132 anciens parlementaires sous l'inculpation d'avoir toléré et soutenu les activités prétendument "subversives" de la DISK.

Cette enquête fait suite à une autre ouverte à Ankara sur les membres des sections des femmes et des jeunes du parti de Mr. Ecevit. Ils sont accusés d'avoir pris part à des activités prétendument "extrémistes".

Entretemps, l'accusation annexe faisant de l'ancien maire d'Istanbul, Ahmet İsvan, le 53ème inculpé au procès de la DISK, a été annoncée à Istanbul. İsvan, membre du CHP, est accusé par le procureur militaire notoire Takkeci d'avoir utilisé les deniers de la Municipalité d'Istanbul pour les activités de la DISK.

"NOUS VOULONS EN FINIR AVEC LA DISK!"

Quant au procès de la DISK, lui-même, la lecture de l'acte d'accusation des 52 inculpés qui sont actuellement jugés et qui risquent la peine de mort, s'est achevée le 3 mars et l'audience a été reportée au 14 avril afin de laisser le temps à la Défense de préparer ses réponses aux différentes accusations.

Le Procureur militaire Takkeci déclarait, le 8 mars 1982, à l'Agence France Presse: "Nous voulons en finir avec la DISK qui, sous le couvert de syndicalisme, visait à détruire l'Etat afin de fonder un régime marxiste-léniniste en Turquie".

Comme on le sait, c'est le même procureur qui avait procédé à l'arrestation de l'avocat en chef de la Défense du Procès de la DISK, Orhan Apaydın, qui est aussi le président du Barreau d'Istanbul et membre du Comité Turc pour la Paix. Afin de l'empêcher d'assister au procès de la DISK, le procureur le fit arrêter avec d'autres membres du Comité pour la Paix.

D'autre part, un tribunal militaire a rejeté, le 24 mars 1982, une demande de mise en liberté pour 112 autres membres de la DISK détenus pour un nouveau procès.

CONDAMNATIONS DE SYNDICALISTES

Le 1er Tribunal Militaire du CLM d'Istanbul a condamné 22 représentants du Syndicat des Employés de Banque (Bank-İş) à des peines de prison allant jusqu'à 15 ans, le 10 mars.

Le 6 mars, le procureur militaire ouvrait un nouveau procès contre 13 représentants du Syndicat des Métallurgistes (Tüm Maden-İş). Ils seront jugés avec des requêtes allant jusqu'à 30 ans d'emprisonnement sous l'inculpation "d'avoir tenté d'instaurer un régime communiste".

ARRESTATIONS DE PARTISANS DE LA PAIX

23 de 44 membres inculpés du Comité Turc pour la Paix ont été incarcérés à Istanbul, parmi eux il y a également 4 anciens députés. Les 21 autres membres ne sont pas encore rendus aux autorités. Certains journaux prétendent qu'ils ont fui le pays et qu'ils sont actuellement en Europe.

Les avocats de la défense ont fait appel contre ces arrestations mais leur appel a été rejeté.

C'est la première fois que le Conseil Exécutif de l'Union des Barreaux de Turquie a décidé de prendre part directement dans un procès et il a chargé son président Attila Sav d'interjeter appel contre l'arrestation de Orhan Apaydın, président du Barreau d'Istanbul. Cette demande a également été rejetée.

De plus, les 17 avocats de la défense d'un autre procès politique qui se déroule devant le 2ème Tribunal Militaire du CLM d'Istanbul ont été inculpés par le procureur militaire. Lors de l'audience précédente, ils avaient quitté le tribunal pour protester contre les limitations des droits de la défense. Ils sont accusés d'avoir agi ainsi sans la permission du juge.

UN ANCIEN MINISTRE CONDAMNE

Mr. Tuncay Mataracı, ancien ministre du gouvernement de Mr. Ecevit, a été condamné le 17 mars, par la Cour Suprême, à 36 ans d'emprisonnement pour avoir accepté 150 millions de Lires Turques (1 million \$) en pots-de-vin et pour avoir aidé de trafiquants d'armes. Le Tribunal l'a aussi condamné à 787 millions LT d'amende.

Le CNS a décidé d'ouvrir un nouveau procès contre les anciens ministres Serafettin Elçi et Selahattin Kılıç pour abus de leurs fonctions. Ils seront jugés devant la Cour Suprême avec une requête pour 40 ans d'emprisonnement.

PAS D'ABOLITION DE LA PEINE CAPITALE

Mr. Ertugrul Alatlı, un membre de l'Assemblée Consultative et compagnon d'école du Général Nurettin Ersin, n'a pas réussi à obtenir 10 signatures des autres membres de l'Assemblée qui auraient permis de mettre à l'ordre du jour son projet d'abolition de la peine de mort en Turquie. Un autre membre de l'Assemblée Consultative, le Général İhsan Göksel en retraite, s'est opposé violemment à cette proposition, prétextant qu'elle affaiblirait le gouvernement dans sa lutte contre le terrorisme. Le projet avait seulement reçu la signature de 3 autres membres de l'Assemblée.

4 EXECUTION EN UN MOIS

Les trois fondateurs du Parti Communiste du Travail de Turquie (TKEP), Seyit Konuk, İbrahim Etem Coskun et Necati Vardar ont été pendus le 13 mars à la prison de Buca à Izmir. Ils étaient accusés d'avoir assassiné un politicien de droite.

Le 26 mars, un activiste de droite, Fikri Arıkan a été pendu à la prison de la ville d'Ankara. Il était condamné à mort pour avoir assassiné un jeune militant de gauche avant le coup d'état militaire.

Ainsi, le total de ceux qui ont été exécutés depuis le 12 septembre 1980 s'élève à 14.

DEMANDES DE PEINES CAPITALES: 4.289

Les procureurs militaires ont ouvert de nombreux nouveaux procès en mars, contre des organisations progressistes et ont demandé la peine capitale pour beaucoup d'accusés. Dans la liste suivante des nouveaux cas, le nombre de demandes de peine de mort est mentionné entre parenthèses, juste après le nombre d'accusés:

- Voie Révolutionnaire (Dev-Yol): 14/3 à Istanbul: 150 (30), 30/3 à Izmir: 33 (11)
- Gauche Révolutionnaire (Dev-Sol): 16/3 à Istanbul: 428 (146)
- Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK): 3/3 à Adana: 24 (3), 16/3 à Adiyaman: 125 (29), 31/3 à Izmir: 13
- Parti Communiste Marxiste-Léniniste de Turquie (TKP-MİL): 4/3 à Erzurum: 38 (22), 14/3 à Istanbul: 178 (40)
- Organisation Kurde KAWA: 13/3 à Erzurum: 81 (8)
- Parti Communiste du Travail de Turquie (TKEP): 12/3 à Istanbul: 18 (4), 18/3 à Gaziantep: 83

- Libération (Kurtuluş): 18/3 à Erzincan: 91 (17), 26/3 à Ankara: 3 (3)
- Parti Communiste de Turquie (TKP): 7/3 à Antalya: 16
- Parti Communiste de Turquie/Union (TKP-B): 21/3 à Ankara: 77
- Parti Communiste Révolutionnaire de Turquie (TDKP): 5/3 à Erzurum: 96, 30/3 à Iskenderun: 63
- Organisation de Libération Révolutionnaire (DKO): 17/3 à Izmir: 23
- Activistes de droite: 9/3 à Erzurum: 5 (5), 12/3 à Ankara: 16 (10)

Ainsi, le nombre total de requêtes de peine capitale a atteint 4.289 à la fin de mars 1982.

D'autre part, au cours de ce dernier mois, un activiste de droite, à Izmir, un autre activiste de droite également à Konya et 5 membres de Dev-Sol à Izmir ont été condamnés à mort.

DEUX SCANDALES JUDICIAIRES!

Une erreur judiciaire qui prouve bien l'injustice de la peine de mort a été évitée de justesse en Turquie. L'activiste de gauche, Ahmet Erhan, avait été condamné par un tribunal militaire sous l'inculpation d'avoir assassiné un activiste de droite en 1979. La peine de mort basée sur le témoignage d'une seule personne avait été approuvée par la Commission Judiciaire de l'Assemblée Consultative, le 25 mars, en dépit du fait que l'unique témoin avait informé l'Assemblée qu'il avait menti au tribunal. Suite à une campagne de presse sur cette injustice, la Cour de Cassation militaire s'est vue obligée à reprendre le dossier à l'Assemblée.

D'autre part, 4 militants de gauche sont jugés en même temps pour la même accusation avec une requête de peine capitale par un tribunal civil à Balıkesir et avec une requête de peine d'emprisonnement par un tribunal militaire d'Ankara.

CHASSES A L'HOMME

3 militants du Dev-Yol ont été pris en embuscade par la police, le 5 mars, à Istanbul. Kemal Sahin a été mortellement blessé par balles et les deux autres ont pu s'échapper.

En un mois, 13 militants de l'Union Communiste Révolutionnaire de Turquie (TIKB) ont été arrêtés à Ankara, 196 militants de l'Association Orientale pour la Culture Révolutionnaire (DDKD), Sirikim, l'Union de la Jeunesse Socialiste (SGB), Dev-Yol, Libération et l'Union de Coordination Révolutionnaire à Ankara, l'avocat İhsan Doğan, le dirigeant présumé de l'Union des Actions à Ankara, 4 militants de gauche à Malatya, 24 membres de Dev-Yol à Usak, 64 militants de gauche à Kahramanmaraş, 119 militants de gauche à Adana.

On reporte, en outre, qu'environ 300 officiers de l'armée ont été emprisonnés pour avoir été impliqués dans des actions menées par différentes organisations gauchistes.

NOUVELLES MESURES DE REPRESSION

Le gouvernement militaire a décidé de changer toutes les cartes d'identité par de nouvelles indiquant des informations plus détaillées sur son détenteur. Chaque citoyen aura un numéro de code et toutes les informations le concernant seront enregistrées sur ordinateur.

Le Premier Ministre Uluşu a publié une nouvelle lettre circulaire pour tous les départements d'état, leur demandant de prendre toutes les mesures nécessaires afin de contrôler la vie privée et les opinions politiques de chaque travailleur qui sera envoyé dans les

pays producteurs de pétrole. Il a également donné l'ordre que si un des travailleurs menait des activités politiques parmi ses camarades, il serait renvoyé en Turquie.

La Loi sur la procédure d'exécution des condamnations a été modifiée par le CNS. A partir de maintenant, tous les prisonniers condamnés à de longues peines d'emprisonnement seront obligés d'exécuter un travail obligatoire dans les prisons ou dans les entreprises publiques.

MORTS SOUS LA TORTURE

Le porte-parole du gouvernement İlhan Öztrak déclarait, le 16 mars, que sur la liste de 62 personnes soumise aux autorités turques, 15 étaient mortes sous la torture. Il déclara également que 15 autres personnes étaient mortes de causes naturelles, 3 avaient été abattues après avoir ouvert le feu sur les forces de sécurité, 3 avaient été tuées par balles lors d'accrochages entre groupes politiques rivaux, 4 étaient encore en détentions mais toujours en vie, une était en liberté et vivante, 8 n'avaient pas encore été incarcérées et une enquête était menée par les autorités pour 11 autres personnes. Il a critiqué sévèrement Amnesty International pour avoir utilisé les documents "qu'elle a récoltés de différentes sources" sans les avoir vérifiés préalablement.

Se réjouissant des démarches entreprises afin d'enquêter sur différents cas, Amnesty International soulignait dans sa Lettre d'Information de Mars 1982 toutefois que la torture —décrite par les prisonniers comme étant répandue et systématique— était encore régulièrement dénoncée.

Le 12 mars, le quotidien Hürriyet rapportait que Ali Kamis, âgé de 55 ans, avait été torturé à mort, le 26 février 1982, par les gendarmes de Konya alors qu'il se trouvait en détention pour cambriolage.

Des femmes, prisonnières, qui sont jugées pour s'être révoltées contre l'administration de la prison d'Ankara, ont déclaré que le directeur de la prison de Mamak, Raci Tetik, les avait insultées en les traitant de "putains" et avait ordonné aux soldats de les battre.

RESISTANCE EN PRISON

Le premier jour du procès des 428 militants du Dev-Sol, à Istanbul, le 15 mars 1982, des inculpés refusèrent de décliner leur identité devant le juge tant qu'une enquête ne serait pas ouverte sur les tortures et mauvais traitements infligés en prison, ils ont révélé que deux de leurs camarades, Ahmet Karlangaç et Mehmet Selim Yücel étaient morts sous la torture.

Les inculpés ont refusé de quitter la prison pour assister aux prochaines audiences du procès afin de protester contre le refus du juge d'ordonner une enquête sur les dénonciations de tortures.

A Erzurum, 325 de 800 inculpés du procès du Dev-Yol ont commencé une grève de la faim, le 22 février, contre les conditions de détention abominables dans la prison militaire.

GROUP DE TORTURE: LE GROUPE "DAL"

"Turkey Information Bulletin" de la Campagne de Solidarité avec la Turquie publiait dans son édition du mois de mars les informations suivantes concernant les centres de torture à Ankara:

"A Ankara, il y a deux centres de torture pour prisonniers politiques. Le premier en est le Quartier-Général de la Police d'Ankara, 6ème étage, et le second, l'immeuble voisin, 'Ecole de Police Yusuf Kahraman connue sous le nom de Groupe DAL. Cet Immeuble particulier se trouve dans les fondations du Quartier-Général de la police et y est rattaché par un couloir.

"Le Groupe DAL est constitué d'interrogateurs membres des Quartiers-Généraux de la Police d'Ankara et du MIT (Organisation Nationale de Renseignements). Le chef du Groupe DAL en est Kemal Yazıcıoğlu connu sous le sobriquet de 'Docteur'".

VIE CULTURELLE

PROCES D'INTELLECTUELS

Le Président et les membres du Conseil d'Administration de l'Union des Ecrivains de Turquie (TYS) ont comparu au tribunal le 2 mars, pour avoir conclu un accord culturel bilatéral avec l'Union des Ecrivains Bulgares avant le coup d'état militaire. Le Procureur a demandé des peines allant jusqu'à 6 mois d'emprisonnement contre l'éminent humoriste Aziz Nesin et d'autres membres.

Le chef du service des Nouvelles Internationales de la Corporation de la Radio-Télévision turque, Mr. Cafer Demirel, a été jugé le 2 mars, à Ankara, par un tribunal civil pour avoir abusé de ses fonctions.

Ahmet Kabaklı et Aydogdu İter du quotidien Tercüman ont été condamnés le 11 mars, à Istanbul, à 2 mois et demi de prison chacun pour leurs publications hostiles aux lois militaires.

Un instituteur d'école primaire, Mr. Rasit Gül a été arrêté le 10 mars, à Sındırgı, sous l'inculpation d'insulte au Général Evren.

L'éditeur responsable d'une revue de jeunes "İlerici Yurtsever Gençlik", Mr. Erhan Tuksan a été condamné le 11 mars à 7 ans et demi de prison par le tribunal militaire d'Istanbul.

L'éditeur responsable de la revue Birlik Yolu, Mr. Ali Rebus a été condamné à 8 ans et 8 mois de prison le 17 mars, à Istanbul, par un tribunal militaire. Il est accusé de faire de la propagande communiste.

Le même jour, l'éditeur responsable de la revue Kitle, Mr. Feyzullah Ozer était également condamné à 18 mois de prison pour avoir fait l'éloge de la Révolution d'Octobre.

Le 18 mars, Mr. Aydın Engin, éditeur du quotidien interdit Politika, a été condamné par le tribunal militaire d'Istanbul à 7 ans et demi de prison pour un article paru en 1980.

Mme Nazlı Ilıcak, éditorialiste du quotidien Tercüman, a été condamné le 24 mars à 3 mois de prison par un tribunal militaire d'Istanbul.

BESIKCI CONDAMNE A 10 ANS DE PRISON

Le célèbre sociologue turc, le Dr. Ismail Beşikçi, a été condamné à 10 ans de prison, le 25 mars, par le tribunal militaire du Commandement de la Marine de Gölçük. Il était accusé de diffamation envers l'Etat turc dans une lettre adressée à l'Union des Ecrivains Suisses. Dans cette lettre, il critiquait le coup d'état du 12 septembre. Beşikçi avait déjà été condamné et emprisonné de nombreuses fois pour ses articles et ses études courageuses sur les droits démocratiques du peuple kurde de Turquie. (Voir: *Culltin*, Février 1982, Octobre 1979)

ARRETE A CAUSE D'UNE CARTE

Mr. Nurettin Bolluk a été arrêté le 30 Mars à Ankara par les autorités de la loi martiale pour une carte qu'il avait mise dans un livre de référence intitulé "Guide pour la Construction en Turquie". La carte

empruntée à l'Association Américano-Turque indiquait les régions connues comme le Kurdistan et l'Arménie. Il est accusé de propagande séparatiste.

PUBLICATIONS INTERDITES

Un ouvrage d'Erol Toy, "Nos Intellectuels, Individus et l'Etat", a été mis à l'Index, le 1er mars par les autorités de la Loi Martiale.

Le Commandement de la Loi Martiale d'Ankara a interdit, le 2 mars, la publication et la diffusion du magazine hebdomadaire "Arayış". Il avait été lancé par Ecevit un an plus tôt mais ensuite les autorités militaires lui avaient interdit d'encore écrire des articles dans cette seule publication sociale-démocrate qui subsiste. Il avait un tirage d'environ 20.000 exemplaires.

Les autorités de la Loi Martiale d'Istanbul ont interdit la vente de 29 livres pour enfants aux jeunes de moins de 18 ans. Ils avaient été publiés en 1979, 1980 et 1981 par les maisons d'édition de renom telles qu'Arkadas, Oda et Gözlem.

Trois jours plus tard, le 25 mars, les mêmes autorités ordonnaient la confiscation de 2 livres pour enfants publiés en tant que "service culturel" par l'administration Sport-Toto. Les livres intitulés "Les Roses de la Colombe" et "Contes pour Enfants" étaient l'oeuvre d'Aydın Karasüleymanoglu, directeur de l'administration du Sport-Toto et dénonçaient les injustices sociales dans la société.

DES ECOLIERS AU BANC DES ACCUSES I

50 écoliers entre 11 et 15 ans ont été jugés par un tribunal correctionnel d'Istanbul le 5 mars, et condamnés à 2.100 LT d'amende chacun pour avoir envoyé 80 LT sous enveloppe (soit 1 DM) à un Club finlandais de Pen-Friends.

Un autre étudiant, Ozlem Körükçü, âgé de 17 ans a été condamné le 17 mars à 7 mois de prison et à 17.000 LT d'amende pour le même "délit".

REPRESSION A L'ETRANGER

NOUVELLES MESURES GOUVERNEMENTALES

La nouvelle lettre circulaire du Premier Ministre Ulusu visant à l'application d'un contrôle strict sur les émigrés turcs à l'étranger (Voir page 4, "Nouvelles Mesures Répressives") s'accompagne d'autres mesures:

- Dans le but d'empêcher les opposants au régime de voyager à l'étranger, tous les passeports seront délivrés par un bureau central alors que jusqu'ici ils étaient délivrés par les autorités locales.

- Le gouvernement turc a fait appel au gouvernement allemand pour qu'il renvoie les enseignants turcs qui ont été nommés par les autorités allemandes dans les écoles d'Allemagne et pour qu'il les remplace par les enseignants envoyés par le Ministère turc de l'Education.

- Selon un nouveau projet de loi modifiant la Loi sur l'Organisation de l'Administration des Affaires Religieuses, si les représentants du culte désignés par le gouvernement turc pour les groupes d'immigrés turcs dans les autres pays ne sont pas en nombre suffisant, les organisations immigrées locales peuvent engager des religieux à la condition de subvenir à leurs besoins. Ainsi, une coopération directe entre les autorités turques et les associations religieuses turques - la plupart étant sous le contrôle des Loups Gris - sera...

mise en pratique. Déjà, une première expérience a vu le jour en Belgique avec une campagne menée par les missions diplomatiques turques en vue de créer des fédérations d'associations turques d'extrême-droite en Flandre et en Wallonie.

DESEPOIR DES REFUGIES POLITIQUES

Le Ministre de la Justice turc déclarait que "75 suspects turcs étaient détenus à l'étranger et que 15 avaient été renvoyés en Turquie. Des pourparlers en vue de l'extradition du reste ont lieu entre les gouvernements turc et européens.

Récemment, un militant du Dev-Yol, Necmettin Usantur, a été extradé en Turquie par les autorités syriennes.

Selon un communiqué du Tribunal Administratif d'Allemagne Fédérale (BVG), en 1981, aucune des 8.500 demandes d'asile politique n'a été acceptée par les autorités allemandes. Le gouvernement de Baden Württemberg annonçait qu'il n'accepterait plus de demandes d'asile politique à partir du 1er avril 1982.

En grèce, 48 candidats à l'asile politique venant de Turquie ont entamé une grève de la faim pour protester contre les mauvais traitements subis dans le Camp de Réfugiés de Lavrion.

CALOMNIES CONTRE DEMIRAG-YURDATAPAN

Les artistes progressistes turcs, Melike Demirag et Sanar Yurdapan ont participé pour la deuxième fois à un programme culturel de la télévision grecque dont l'émission peut être captée sur les côtes Egéennes de Turquie.

Suite à ce programme qui critiquait le régime répressif en Turquie et qui promouvait l'amitié gréco-turque, la presse à sensation telle *Hürriyet* redémarrait sa campagne de calomnies à l'encontre de Demirag et de Yurdapan et donnait même de fausses informations selon lesquelles Melike Demirag aurait changé de nom et aurait pris un nom grec.

VIE SOCIALE

AGGRAVATION DU CHOMAGE

Le Comité Exécutif de la confédération des syndicats pro-gouvernementale (Türk-İş) déclarait que le chômage reste le problème majeur en Turquie. La déclaration du 1er mars notait: "La politique monétaire et financière restrictive est responsable de l'accroissement constant du chômage à tous les niveaux." La confédération a également exprimé l'avis que les salaires minima décidés il y a 9 mois n'étaient plus acceptables.

Selon les données fournies par l'Organisation du Planning de l'Etat, 344.200 personnes viendront grossir les rangs des chômeurs en 1982 et le nombre total des chômeurs atteindra 3.284.500 (18,2 pc). Pour créer des possibilités d'emploi pour chacun, il faudrait faire des investissements pour au moins 80.000 \$.

Un des plus gros capitalistes de Turquie, Mr. Sâkîp Sabancı déclarait que, en tenant compte de l'application éventuelle de l'automation dans l'industrie turque, le nombre des chômeurs pourrait être estimé entre 6 et 10 millions dans un proche avenir, et il suggéra d'encourager les investissements étrangers en Turquie afin de résoudre ce problème.

UN TRAVAILLEUR ARRETE PERT SON EMPLOI

Le Conseil Suprême d'Arbitrage qui s'occupe de déterminer des salaires et des conditions de travail, a décidé récemment que tout travailleur qui reste en détermination plus de 30 jours peut être renvoyé par son employeur. De plus, le Conseil a autorisé les employeurs à ne pas engager quiconque aurait été condamné pour délit politique.

CONSOMMATION DES PROTEINES EN BAISSSE

En raison de la hausse croissante du prix de la viande, du lait et des œufs, la consommation des protéines en Turquie a diminué de façon alarmante. Alors que la ration minimum de viande par personne devrait être de 40 grammes, en Turquie elle est tombée à 19 grammes en moyenne. Il faut noter que dans l'intérieur sous-développé du pays, les régions orientales et du sud-est de la Turquie, la majorité des gens ne mange pratiquement jamais de viande, ou alors une fois par mois. En compensation de cette perte de protéines, la consommation annuelle de pain s'élève à 5.600.000 tonnes en 1981 pour 1.170.000 tonnes en 1973.

25.000 PERSONNES VIVENT DANS DES TROUS

Selon une enquête du quotidien *Tercüman* du mars, dans la plus grande ville de Turquie, Istanbul, environ 25.000 personnes vivent dans des trous, des arbres creux ou dans des tentes.

PARALYSIE DES SERVICES DE LA SANTE

En raison des démissions de nombreux docteurs en médecine, les services de la santé des hôpitaux de l'Organisation de la Sécurité Sociale ont été paralysés. Un docteur examine au moins de 100 à 150 patients par jour. Pour une intervention chirurgicale, il faut attendre au moins 4 mois et pour une radiographie 3 mois.

SITUATION ECONOMIQUE

ACCELERATION DE LA MONOPOLISATION

Selon une enquête publiée par le quotidien *Cumhuriyet* des 8-10 mars 1982, le processus de monopolisation dans l'économie turque s'est accéléré depuis le coup d'état.

Des 126 secteurs économiques, 18 secteurs sont dominés par 1 firme, 27 secteurs par 2 firmes, 14 secteurs par 3 firmes, 15 secteurs par 4 firmes, 9 secteurs par 5 firmes, 16 secteurs par 6 firmes, 4 secteurs par 7 firmes, 5 secteurs par 8 firmes... 15 secteurs sont encore libres de contrôle oligopole.

Les monopoles turcs se sont également engagés dans une compétition pour prendre sous leur contrôle les principales banques privées et institutions de crédit de Turquie.

Le quotidien *Günaydın* du 22 mars 1982 publiait le tableau ci-dessous qui montre la répartition des banques par holdings:

Sabancı Holding: Akbank,
Koç Holding: Garanti Bank, Kocaeli Bank
Cavusoglu-Kozanoglu Holding: Hisarbank,
Zeytinoglu Family: Eskisehirbank,

Cukurova Holding: Pamukbank, Yapı-Kredi Bank, International Industrial Development Bank, Cingillioglu Family: Demirbank
 Dogus Yatirim: Imer Bank,
 Ozakat Holding: Egebank,
 Has Holding: Istanbul Bank,
 Acarer Holding: Middle East Economy Bank,
 Hema Holding: Workers Credit Bank,
 Mimaroglu Group: Teachers Bank,
 Ercan Holding: Türk Ticaret Bank,
 Yasar Holding: Tütümbank,
 Tarih: Milli Aydın Bank.

Le Président de la İş Bank, la plus grande banque privée de Turquie, Mr. Ismail Rüstü Aksal déclarait le 29 mars que l'année 1981 avait été l'année pendant laquelle les lois, réglementations et mesures de réorganisation du régime du 12 septembre avaient entraîné des résultats positifs.

ENCOURAGEMENT DU CAPITAL ETRANGER

Un projet de loi a été soumis à l'Assemblée Consultative par le gouvernement afin de faciliter les recherches de pétrole privées et étrangères et afin de procurer une nouvelle série d'objectifs. Il permet les exportations d'une part donnée de la production des investisseurs par ceux-ci - 35 pc du pétrole extrait dans le pays et 45 pc de l'extraction côtière.

Une autre loi promouvant l'investissement du capital étranger dans le tourisme a été ratifiée par le CNS. D'après cette nouvelle loi, l'Etat turc fournira aux investisseurs 60 à 85 pc de l'investissement total.

LES CONDITIONS DE MERCEDES ACCEPTEES

Un accord de principe a été atteint pour le projet de participation de Daimler-Benz dans l'usine automobile Tümosan. Les fabricants de Mercedes détiendront 31 à 33 pc des actions de 1.000 millions LT, capital de la nouvelle compagnie qui doit être mis sur pied.

INFLATION

En dépit des prétentions du gouvernement à maîtriser l'inflation, les prix des consommateurs ont augmenté de 10 pc pour les mois de janvier et février 1982.

En mars, le gouvernement a augmenté les prix des papiers de 10 pc, du fer de 20 pc, des télégrammes de 50 pc, du charbon de 12 à 18 pc, des appels de longue distance de 100 à 650 pc, boissons non-alcoolisées de 30 pc, de l'électricité et des pneus de 8 et 9 pc.

A cause de la hausse des prix, le pouvoir d'achat des producteurs agricoles est tombé de 57 pc au cours de ces deux dernières années, selon Cumhuriyet du 8 mars.

RELATIONS INTERNATIONALES

OUVERTURE VERS LE MOYEN-ORIENT

Les vedettes du régime militaire turc ont fait du chassé-croisé dans les pays du Moyen-Orient, en mars, à la recherche de traités commerciaux lucratifs. Le Général Evren s'est rendu au Koweït, le Premier Ministre Uluşu en Arabie Saoudite et en Irak, le Premier Secrétaire Turgut Ozal en Iran et en Syrie et le Ministre du Commerce en Jordanie.

Partout où Ozal se rend, des hordes d'hommes d'

affaire turcs le suivent. 500 représentants du secteur privé turc sont descendus à Téhéran quand Ozal se trouvait en visite chez ce voisin de l'Est. La conséquence en fut les accords pour des exportations d'une valeur de 600 millions \$ qui seront probablement suivis dans le futur par 400 millions de plus jusqu'en mars 1983. Quant à l'Irak, 800 millions \$ d'exportations sont prévus pour 1982.

L'an dernier, la Turquie a augmenté ses exportations vers l'Iran à 233 millions des 84 millions précédents, vers la Lybie elle est passée de 60 à 441 millions, vers l'Irak de 134 à 559 millions, vers l'Arabie Saoudite de 43,5 à 187 millions, vers l'Egypte de 60 à 200 millions \$. C'est la première fois dans l'histoire de la République turque que les exportations à destination du Moyen-Orient viennent en tête, laissant la deuxième place à celles à destination de la CEE.

Des douzaines de compagnies turques sont engagées dans le travail de la construction dans les pays du Moyen-Orient, avec des contrats totalisant aujourd'hui 11 milliards \$. Quelques 200.000 immigrants turcs sont employés au Moyen-Orient, avec la plus grande concentration en Lybie.

Après la visite d'Evren au Koweït, la presse turque a publié des articles rêvant de l'installation d'un pipeline double entre les deux pays: le premier envoyant de l'eau potable à destination du Koweït et le second acheminant le pétrole du Koweït à destination de la Turquie.

Il est hors de question que la junte turque, bénéficiant de possibilités économiques offertes par les pays du Moyen-Orient, admette de nouvelles questions politiques et diplomatiques.

Peu avant la visite d'Ozal en Iran, la presse étrangère rapporte qu'il y aurait des forces para-militaires anti-khomeinistes en Turquie orientale qui complotent de renverser le régime de Téhéran.

Alors que le Premier Ministre Uluşu partait pour l'Arabie Saoudite, le 2 mars, afin d'y assister à une réunion de la Commission Islamique de Consiliation pour essayer de négocier la fin de la guerre de 18 mois entre l'Irak et l'Iran, 15 diplomates arabes et islamiques présentaient au Ministre turc des Affaires Etrangères un mémorandum demandant à la Turquie de rompre tous liens diplomatiques avec Israël.

Il n'est pas possible d'affirmer que le régime turc pourrait satisfaire les pays arabes en même temps qu'il renforce ses liens avec les Etats-Unis et qu'il flirte encore discrètement avec Israël.

SOUTIEN AMERICAIN A LA JUNTE

Le Secrétaire d'Etat américain, Haig, témoignant devant la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Représentants déclarait: "le gouvernement militaire en Turquie est engagé dans le processus électoral et mérite la patience et la compréhension des critiques américains."

Le 9 mars, l'Amiral William Crowe, Commandant des Forces Alliées d'Europe du Sud de l'OTAN, s'est rendu en Turquie et y a eu des entretiens avec les milieux militaires.

Pendant la visite du Ministre turc de la Défense, Bayülken, à Washington pour la réunion du Groupe de Planning Nucléaire de l'OTAN, le Pentagone annonçait que les USA vendraient des radars et fourniraient des équipements à la Turquie pour 57 millions \$.

Dans le même temps, le Général Kingstone, Commandant des Forces Rapides de Déploiement des Etats-Unis, déclarait que la question la plus urgente pour la défense occidentale était l'obtention de bases dans la région du Moyen-Orient et que les Etats-Unis dépenseraient environ 4 milliards \$ pour des opérations militaires en Asie du Sud-Ouest.

Dans ce programme, la visite du Général Ziya Ul Haq, dictateur militaire du Pakistan, a gagné une importance toute particulière. Bien qu'il déclarait qu'il venait à Ankara dans un but personnel afin de présenter ses condoléances au Général Evren pour la mort de Mme Evren, pendant leurs entretiens personnels, le premier exprima à ce dernier son souhait "d'agir comme un seul état dans les relations internationales". Comme on le sait, les Etats-Unis ont l'intention de former une nouvelle alliance militaire dans la région avec la participation de la Turquie, du Pakistan, de l'Arabie Saoudite, de l'Egypte et du Koweït.

Les relations entre la Turquie et le Pakistan sont en progrès dernièrement avec la visite du Général Nurettin Ersin, Commandant des Forces Terrestres turques et membre du CNS, au Pakistan. Le Général Ersin apportait comme cadeau au Général Ul Haq, la décision de la junte d'accueillir 4.500 Afghans d'origine turque qui avaient cherché refuge au Pakistan.

SOLIDARITE

- Le Soutien au Mouvement Syndical Turc a été fondé à San Francisco (USA) et a lancé une campagne pour le rétablissement des droits démocratiques et syndicaux en Turquie.

- L'Organisation Internationale du Travail a lancé un appel à la justice militaire turque pour qu'elle ne condamne pas les dirigeants de la DISK et a demandé le rétablissement des droits de grève et de conventions collectives.

- La Fédération Internationales des Journalistes (FIJ) a envoyé un télégramme au Général Evren pour protester contre les arrestations d'intellectuels et de journalistes en Turquie.

- L'Union Belge pour le Développement et pour la Paix (U8DP) a protesté contre l'arrestation des membres du Comité turc pour la Paix.

- En Espagne, le Comité Central du Parti Communiste Espagnol a adopté une résolution condamnant le régime turc, et les députés communistes ont soumis au Parlement espagnol des motions à ce sujet.

- Le Parlement Européen a débattu le 10 mars la Question Turque et les parlementaires ont questionné Léo Tindemans, président du Conseil des Ministres, au sujet des relations entre la Turquie et l'Europe.

- Le gouvernement Français a informé l'ambassade de Turquie, le 9 mars, de son étonnement quant à l'arrestation de Mr. Apaydin, Bâtonnier du Barreau d'Istanbul. Le même jour, les conseils des Barreaux de Paris et de Lyon manifestaient leur solidarité avec Apaydin.

- Les 11 et 12 mars, les syndicats danois et suédois tenaient un meeting de solidarité à Copenhague avec la participation du représentant de la DISK Y. Top.

- Le représentant pour la Région Méditerranéenne de la Commission Européenne, Mr. Duchateau remit une note au représentant turc à la CEE. Ce dernier la retourna, considérant qu'il s'agissait là d'une ingérence dans les affaires intérieures de la Turquie.

- Le 13 mars, à Stockholm, un meeting de solidarité se tenait avec la participation de Yücel Top ainsi que de Olof Palme et des socialistes français et italiens.

- Le 13 mars, l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe demandait à la Commission Mini-sterielle du Conseil d'agir immédiatement pour obtenir la libération des personnes arrêtées en Turquie.

- Le 13 mars, l'Union des Procureurs de France (SAF) protestait contre "les violations graves et répétées des droits de la défense et de l'homme en Turquie".

- Le 16 mars, Le Comité Belge pour la Défense des Droits de l'Homme en Turquie faisait remettre un mémorandum à Mr. Léo Tindemans et lui demandait de rendre visite à Mr. Apaydin.

- Mr. Tindemans est arrivé à Ankara le 19 mars

pour une visite de 22 heures et s'y est entretenu avec les autorités turques. Dans son rapport verbal au Conseil Ministériel du Conseil de la Communauté Européenne, il suggéra de ne pas entreprendre des démarches qui pourraient irriter les généraux turcs. Le Conseil a décidé de poser la question au Sommet Européen.

- La Turquie a rejeté la demande du Conseil de l'Europe d'une enquête dans le pays.

- L'Ambassadeur de Turquie a envoyé une lettre au bourgmestre de la commune de Courcelles en Belgique, lui demandant d'annuler un meeting concernant la Turquie organisé le 25 mars à l'Hôtel de ville. Le Conseil Municipal a décidé de rejeter cette demande et d'informer l'Ambassadeur que c'était là une ingérence dans les affaires intérieures de la commune. Le meeting eu lieu, comme prévu, avec la participation de Mr. Ernest Glinne, président du Groupe Socialiste du Parlement Européen, de l'avocat Van Droogenbroeck, des représentants d'Info-Türk et d'Amnesty International.

- La Nouvelle Année kurde (Newroz) a été célébrée à Bruxelles, le 27 mars, au cours d'une soirée organisée par Tekoser. Au meeting, des représentants de groupes kurde, turc, arménien, assyrien et belge ont donné l'exemple de la solidarité internationale.

- La presse turque rapportait le 30 mars que le Premier Ministre danois, Mr. Joergenson, avait annoncé son intention de rendre visite à Mr. Ecövüt.

IMMIGRATION

- Dans la ville de Witten, Bochum, un groupe allemand s'est attaqué aux quartiers turcs, a lancé des pierres dans les vitrines des magasins et versé de l'acide sur des voitures. (H-7.3)

- Une organisation du nom de "Aktionsgruppe Schlagetter" a menacé les firmes allemandes qui emploient des travailleurs étrangers, à Stuttgart. (T-8.3)

- A Mayence, un jeune Allemand s'est attaqué à un club turc en criant "Alle ausländer raus!" et il a blessé le propriétaire d'un coup d'épée. (T-16.3)

- Huit gouvernements des Etats d'Allemagne Fédérale ont soumis un projet de loi commun sur l'immigration auprès du Bundesrat. Les gouvernements formés par la CDU ont demandé à donner 21.622 DM à chaque travailleur turc qui accepte de rentrer dans son pays. (T-18.3)

- Kollektivtheaters d'un groupe turc à Berlin a été attaqué par un groupe néo-nazi. (M-19.3)

- Un groupe s'appelant "Initiative des Citoyens pour stopper l'immigration", en Allemagne, demande d'urgence l'organisation d'un référendum à l'échelle nationale sur l'éducation séparée pour les enfants des étrangers. (DN-19.3)

- Le Ministre des Affaires Bruxelloises, Demuyter, a déclaré que les étrangers qui ne sont pas intégrés doivent être renvoyés. (T-20.3)

- Un nouveau parti politique s'est constitué à Hambourg sous le nom "Liste d'Hambourg pour la Limitation des Etrangers (HLA)". (H-20.3)

- Dans la ville de Bocholt, entre la Hollande et l'Allemagne, un camion turc TIR a été incendié.

- A Nürenberg, le NPD a organisé une manifestation contre les travailleurs immigrés. (C-28.3)

- Les élections du Conseil Consultatif des Bruxellois N'ayant pas la Nationalité Belge: Les candidats du CLOTI dont 2 Turcs ont été élus. (28.3)

- Une groupe néo-nazi a attaqué un magasin turc de la rue Landsberger à Munich. (H-31.2)

- 35 travailleurs immigrés dont 10 Turcs ont entamé une grève de la faim dans les quartiers de Schaerbeek, à Bruxelles, pour protester contre le refus du Bourgmestre Nols d'enregistrer des étrangers malgré l'Arrêté Royal qui stipule le contraire. (H-31.3)